

MAIRE DE VÉNISSIEUX, MAIRE DES MINGUETTES

1985-2007 : voici 22 ans que je suis le maire de Vénissieux. Sans discontinuer. Vénissieux ? Avant tout ma ville, où je suis venu m'installer en 1968. Une cité très éloignée des clichés dont on l'affuble depuis un certain 16 juillet 1981, date du premier été chaud des Minguettes. Cette commune de 58 800 habitants, qui est pour l'occasion le théâtre de ce livre, est bien autre chose qu'une simple banlieue coincée au sud-est de Lyon. Troisième cité du département, septième de Rhône-Alpes, elle est surtout une ville étonnante, capable d'élan, de générosités de toutes sortes, de passions et de coopérations dont les médias parlent peu. Une commune aussi qui possède une culture de lutte, de résistance, de rébellion, voire de pieds de nez décochés à la ville centre. Mais aussi et enfin, une cité qui a toujours su s'ouvrir aux immigrations. En 1840, ce qui n'était alors qu'un village avait déjà accueilli les premières usines chimiques et leurs tout premiers ouvriers, des Italiens.

166 ans se sont écoulés, qui l'ont vu devenir l'une des

grandes cités industrielles de l'Hexagone et, grâce à Berliet, le berceau français du camion et de l'autocar. Même si aujourd'hui Renault Trucks a supplanté Berliet, Vénissieux demeure encore le centre névralgique de ce constructeur toujours plus international.

Et pourtant, loin d'être célèbre pour cette exception industrielle d'une rare longévité, cette commune est surtout montrée du doigt comme la banlieue à problèmes type. Il est vrai qu'en la matière, elle dispose d'une certaine antériorité. C'est là qu'éclatèrent pour la première fois, en juillet 1981, ce qu'on ne nommait pas encore les « émeutes de banlieue » menées par des gamins qu'on n'appelait pas encore « sauvageons » ou « racailles ». Mais précisément, parce que nous avons été confrontés très tôt à ces problèmes et que nous avons depuis tenté, imaginé, inventé des solutions qui n'existaient nulle part, Vénissieux est aujourd'hui bien éloignée de l'image galvaudée que l'on s'en fait. En un quart de siècle, elle est devenue, lentement mais sûrement, le laboratoire du monde citadin de demain. Un lieu où depuis une trentaine d'années se sont élaborées et ont souvent réussi mille et une recettes inédites en matière d'aménagements urbains.

C'est en entrant chez Berliet que j'ai découvert à la fois le monde du travail et Vénissieux. C'est dans cette ville que je vis, aux Minguettes, ce quartier tant vilipendé par les médias.

Être maire de Vénissieux, même quand on a la foi, n'est pas un travail de tout repos. Qui en douterait

d'ailleurs ? Certes, j'ai été constamment réélu depuis 1989, le plus souvent dès le premier tour. Pourtant, plus d'une fois, j'ai douté, me demandant si je serais capable d'assumer mes responsabilités. Non pas, comme on pourrait le croire, en raison des étés chauds des Minguettes ou du surgissement d'autres incidents inattendus, nous poussant à croire que la situation nous échappait. Non. J'ai envisagé de tourner la page à d'autres moments, plus symboliques, qui me laissaient désemparé.

La première fois, ce fut lors des municipales de 1995. Le Front national réalise alors à Vénissieux un score de 29 % et l'abstention frise les 50 %. Maire désigné en 1985 en raison du décès prématuré de mon prédécesseur, mais élu haut la main en 1989 avec 56 % des suffrages, ces résultats constituent pour moi plus qu'une simple claque. Ils sont un véritable électrochoc. Qu'on le veuille ou non, ils sanctionnent une décennie de gestion des affaires municipales. Et donc ma gestion. Bref, ils sont un camouflet qui nous a été infligé à l'équipe municipale et moi, bien que nous soyons réélus.

Certes, on voyait bien que le Front national ne cessait de grimper, à Vénissieux comme ailleurs. Mais le voir atteindre ce niveau était un énorme coup de massue et me laissait un sentiment de totale impuissance. Pourtant dans cette hécatombe, nous n'étions pas les derniers de la classe. À Saint-Priest, commune voisine, qui possède elle aussi une longue tradition de gauche, le Front national ira jusqu'à réaliser 35 % des suffrages !

Le second électrochoc qui m'a fait remettre totalement

en cause mon action politique est ce drame, survenu le 31 janvier 1999, au cours duquel un jeune pompier eut la jambe arrachée alors qu'il tentait d'éteindre une voiture en feu. Jamais, jusqu'ici, de tels incendies volontaires n'avaient connu d'issue aussi tragique. Cet accident fut un coup rude qui demeure une souffrance intérieure. J'y pense encore souvent aujourd'hui. Dans la semaine qui suivit le drame, des pompiers m'agressèrent, m'accusant d'être responsable de cette situation, ce à quoi se joignait la haine que me vouaient plusieurs familles dont certains membres avaient été arrêtés. S'ajoutaient à cela des menaces de toutes sortes qu'il me fallut encaisser.

Il y eut également la mort de Jean-Marc Gueneley le 30 novembre 1997 au cours d'une pitoyable affaire de racket. Ce jeune homme de 20 ans était décédé des suites d'un violent coup de pied reçu au visage, décoché par l'un de ses agresseurs, en plein jour à la sortie de la station de métro de Parilly. Les auteurs de cette agression étaient trois mineurs connus jusque-là pour des brouilles. En quelques secondes, de la façon la plus stupide qui soit, l'un de ces trois gamins était devenu un assassin.

Pour tenter d'y voir plus clair sur cette montée de l'extrême droite dans le paysage local, j'ai fait réaliser en juillet 95 par la SOFRES un sondage consacré aux électeurs du Front national dans la commune. Je veux comprendre : rien ne sert de vilipender les uns, de dénoncer les autres ; le fait est là et il faut l'affronter. Qui sont ces électeurs ? D'où viennent-ils ? Quelle est leur famille politique d'origine ? Et surtout que veulent-ils ? Quelle ne fut pas notre surprise lorsque nous avons dépouillé les

résultats de ce premier sondage réalisé dans l'Hexagone sur le sujet. Nous découvrons que des électeurs de gauche et notamment communistes votent désormais FN. C'est net, précis et ça ne souffre malheureusement aucune contestation. En rendant public le contenu de ce sondage, je casse un tabou d'importance, ce que tout le monde, y compris dans les rangs de ma famille politique, n'admettra pas facilement. Cela me vaudra entre autres un commentaire acide de Georges Marchais devant le Bureau politique du parti. Il est vrai que ce sondage et son analyse avaient fait la « une » et six pages dans « L'Huma » et avaient été repris par la plupart des médias.

Peut-on comprendre aujourd'hui l'importance du séisme déclenché par cette découverte ? Jusque-là, les électeurs qui contestaient la gauche étaient avant tout des opposants notoires et de longue date. Et on s'empressait de les classer comme tels. Or, ce sondage révèle a contrario que beaucoup de gens, fidèles soutiens de la gauche, n'ont pas hésité à lui tourner le dos et à voter pour ceux qui en sont les ennemis jurés. Passée la stupeur, compréhensible, s'impose le fait que, par ce vote, nombre d'électeurs expriment une souffrance rentrée qu'on était à mille lieues de soupçonner. Une souffrance qui est toujours là, en tous lieux, et qui prend sa source avant tout dans l'insécurité. À l'époque, il s'agissait bien d'un appel au secours. D'ailleurs, sauf notable exception, le sondage indiquait que ces électeurs utilisaient le vote FN comme une arme de dissuasion ultime pour bousculer le système politique.

Une enquête de satisfaction portant sur l'action de la

ville réalisée en 1996 confirmait les préoccupations des habitants. Tous les retours étaient en effet bons ou passables. Mais le premier point mis en avant et jugé insuffisant ou problématique était précisément l'action menée contre l'insécurité. C'est à la suite de telles découvertes qui ont été pour l'équipe municipale et moi autant de prises de conscience, que nous avons changé nos façons de faire et de voir. Mais avant d'en venir là, avant de devenir ce maire « sécuritaire » comme certains m'ont depuis si gentiment qualifié, j'avais pensé démissionner.

J'étais convaincu que nous nous trouvions face à une montagne insurmontable, je me rendais compte dans le même temps qu'au niveau central, au sein du PCF, nous ne parlions pas des mêmes choses. Ce qui me valait des inimitiés à la direction du parti. Ainsi, selon la direction nationale des élus communistes et républicains, j'étais devenu sécuritaire et populiste. Sur le sujet, j'étais en opposition totale avec nombre de mes camarades.

La contradiction que je ressentais était énorme et en apparence insoluble. Car, outre l'immensité de la tâche qui m'attendait – traiter l'insécurité qui régnait à Vénissieux – il me fallait en même temps affronter l'incompréhension manifeste de mes amis ou partenaires. Moi, communiste, fier de l'être, fier de l'être devenu, j'étais en parfait décalage avec le discours ambiant, et en premier lieu avec celui du PCF où l'on continuait à nier, ou à minimiser le phénomène. On pouvait presque parler d'un divorce : la cause de cette insécurité incombait à la crise seule et l'on ne saurait évoquer sérieusement une quelconque responsabilité individuelle.